



Human Rights Watch (HRW) dans un nouveau rapport publié ce jeudi 11 août 2022 accuse l'armée camerounaise de « meurtres » et de « disparitions » dans la région en crise du Nord-Ouest.

« Des soldats camerounais ont sommairement tué au moins 10 personnes et commis plusieurs autres abus entre le 24 avril et le 12 juin lors d'opérations anti-insurrectionnelles dans cette partie du pays », indique l'ONG de défense des droits de l'Homme. Elle affirme notamment que « des soldats ont brûlé 12 maisons, détruit et pillé des centres de santé, détenu arbitrairement au moins 26 personnes et en auraient fait disparaître de force quelque 17 autres ».

HRW évoque notamment *« une opération de représailles contre une communauté soupçonnée d'abriter des combattants séparatistes »* menée le 1^{er} juin dernier par des soldats du 53^e Bataillon d'infanterie motorisée (BIM) dans le village Missong, et qui a abouti à la mort de neuf personnes, *« dont quatre femmes et une fillette de 18 mois ».*

L'armée camerounaise, le 7 juin dernier, avait reconnu avoir tué neuf civils dans la *« réaction inappropriée »* d'un détachement du 53^e BIM *« en mission de recherche d'un camarade porté disparu »* à Missong, dans le département de la Menchum.

« Dans une réaction inappropriée, inadaptée à la circonstance et manifestement disproportionnée par rapport au refus de coopération des villageois hostiles et craignant le pire pour eux-mêmes et leur camarade disparu, les soldats (...) vont faire usage de leurs armes », avait déclaré, dans un communiqué, le chef de la division de la communication du ministère de la Défense (Mindef), le capitaine de vaisseau Cyrille Atonfack, indiquant que comme *« mesure conservatoire »*, les *« 4 militaires (...) ont été démobilisés (...) et mis aux arrêts à la compagnie de gendarmerie de Bamenda »*.

Depuis quatre ans, les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ont sombré dans un cycle meurtrier de violences qui a fait "plus de 3 500 victimes et provoqué le déplacement de plus de 700 000 habitants", selon Human Rights Watch.